



Consell d'Etat  
Staatsrat

**CANTON DU VALAIS  
KANTON WALLIS**



2012.00897

Département fédéral de la défense, de la  
protection de la population et des sports DDPS  
Monsieur le Conseiller fédéral  
Ueli Maurer  
Palais fédéral est  
3003 Berne

Références  
Date

**28 MARS 2012**

**Ordonnance sur les guides de montagne et les organisateurs d'autres activités à risque  
(Orisque)**

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous répondons par la présente à la consultation susmentionnée et vous remercions de nous donner l'opportunité de faire part de notre appréciation.

Après la validation du texte de loi du 7 avril 2011, le Gouvernement valaisan salue la rédaction de l'ordonnance actuellement en consultation et son entrée en force prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Nous relevons également la volonté et la nécessité d'intégrer dans cette ordonnance les nouvelles professions comme les accompagnateurs de randonnées avec brevet fédéral et les moniteurs d'escalade ASGM.

D'une manière générale, de part notre expérience cantonale dans l'application de la loi et de son ordonnance sur l'exercice des professions de guide de montagne, de professeur de sports de neige et d'accompagnateur en montagne, ainsi que sur l'offre commerciale d'activités sportives nécessitant des exigences élevées en matière de sécurité, il nous paraît déterminant que chaque profession puisse continuer d'exercer comme aujourd'hui, en conservant leurs prérogatives actuelles.

Nous relevons ici quatre points fondamentaux présents dans le texte mis en consultation :

1. la reconnaissance des spécificités dites « à risques » de chaque profession,
2. la définition claire des champs d'activités propres à chaque profession,
3. la confirmation que chaque profession puisse exercer dans les limites définies par les exigences des formations et des diplômes reconnus,
4. la volonté de faciliter la souscription d'assurances responsabilité civile (RC) en proposant le montant minimal de la couverture d'assurance à 5 millions de francs.

Nous relevons encore l'importance de se référer aux standards de formations internationaux reconnus comme équivalents par l'OFFT, et ce, en collaboration avec les associations faitières suisses (ASGM, SSSA, ASAM, SOA, ...) responsables des formations professionnelles en la matière.



En effet, la libre circulation des personnes au sein de l'UE et de l'AELE justifie de reconnaître un champ d'activité unifié par profession. En d'autres termes, il devrait être similaire pour un guide de montagne suisse et italien, un professeur de sports de neige suisse et français, un accompagnateur de randonnée suisse et autrichien ou encore un moniteur d'escalade suisse et français. Ici, plusieurs associations faïtières internationales reconnues peuvent être consultées (UIAGM, ISA, UIMLA, ...).

A titre d'exemple, pour la France, tous les textes officiels sont disponibles sous <http://www.legifrance.gouv.fr>.

Qui dit libre circulation, dit aussi réciprocité ! Aujourd'hui, sans entrer dans les détails des législations étrangères, l'activité des professionnels suisses (et ce pour toutes les professions nommées) n'est pas aisée à l'étranger et encore moins au sein de nos grands concurrents touristiques alpins, à savoir la France et l'Autriche. En France par exemple, dès le 1<sup>er</sup> jour d'activité, un professionnel étranger est soumis à autorisation.

Ce dernier point doit être pris très au sérieux. Concrètement, aucun prestataire occasionnel (étranger ou non) ne peut garantir une prestation de qualité et une bonne gestion des risques sans une parfaite connaissance de l'environnement naturel où se déroule l'activité dite « à risques ».

Ci-après, nous vous faisons part, article par article, de nos remarques et commentaires :

Nous n'avons aucune remarque à formuler pour les articles 1, 2, 3, 4, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24.

#### **Art. 5 Guides de montagne**

Al. 2. Pour les aspirants guide, la précision : « ... sous la surveillance et coresponsabilité d'un guide de montagne titulaire d'une autorisation au sens de la présente ordonnance, les randonnées avec des clients exigées pour la poursuite de sa formation. » est justifiée. De plus, il serait souhaitable de réglementer (limiter) le champ d'activité de l'aspirant guide (cft règlement ASGM) en concordance avec sa formation. Il est toute fois relevé qu'il n'existe pas de reconnaissance/équivalence du titre d'aspirant guide au sein de l'UIAGM. En conséquence l'engagement professionnel d'un aspirant guide suisse en France, ou vice et versa, n'est aujourd'hui pas possible.

#### **Art. 6 Professeurs de sport de neige**

Al. 2. Ici il est important de relever que la pratique du ski hors-piste doit être exercée dans un cadre d'enseignement et de variation de l'activité. Par conséquent, le terme conduire (führen) ne semble pas adapté et pourrait être remplacé par enseigner (unterrichten). Cette nuance à toute son importance car la formation actuelle dispensée par Swiss Snowsports n'englobe pas la dimension de conduire ou guider dans un terrain inconnu. A titre d'exemple, voici un extrait de l'ordonnance valaisanne :

##### *Section 2 : Définition des champs d'activités*

##### *Art. 5 Professeurs de sports de neige (OFFT) ...*

*3 Le professeur de sports de neige ... peut également conduire des clients seul, sous son unique responsabilité, pour des randonnées à peaux de phoques et en raquettes à neige, pour autant que celles-ci :*

- a) se déroulent uniquement dans des terrains sans dangers alpin (pas de glaciers, pas de pentes extrêmes, d'accès aisé, à proximité des remontées mécaniques) ;*
- b) se pratiquent dans un but d'initiation et de variation ;*
- c) ne nécessitent pas de moyens techniques particuliers pour la progression*

Al. 2, It b. La traduction correcte en français de « gering » est « faible » et non minime. D'autre part, le terme faible correspond à la terminologie usuelle reconnue dans les publications officielles (échelle du risque d'avalanche et des dangers alpins). Ici, il nous semblerait utile de préciser comme suit : « que l'évaluation rationnelle du risque d'avalanche dans la région concernée ne présente, au plus, qu'un risque faible, zone verte selon la méthode de réduction graphique (MRG) éditée par le SLF (ATTENTION AVALANCHE) ».

Al. 2, It c. L'utilisation en français de la terminologie « ... notamment de matériel d'alpinisme tels que piolets, crampons ou cordes ne soit pas nécessaire » est correcte. À l'inverse, en allemand la terminologie «... insbesondere keine Aufstiegshilfen wie Pickel, Steigeisen oder Seile, benötigt werden » ne nous semble pas adéquate.

Al. 3. Il n'est pas souhaitable et raisonnable d'envisager la constitution d'un second groupe, et ce indépendamment du nombre de personnes maximum. Seules les conditions du moment (danger d'avalanche) permettent de valider le nombre de personnes. Par conséquent, cet alinéa devrait être supprimé. S'il devait être maintenu, son champ d'activité devrait être limité aux domaines de responsabilité des exploitants de remontées mécaniques et de téléphériques.

#### **Art. 7 Accompagnateurs de randonnée**

Al. 1 Pour supprimer tout quiproquo, reconnaître et valider l'existence des risques liés à l'activité professionnelle d'accompagnateur de randonnée, la restriction « couvert de neige ou de glace » devrait être supprimée. Nous proposons le texte suivant : « Quiconque propose à titre professionnel, en tant qu'accompagnateur de randonnée, des activités en terrain montagneux a besoin d'une autorisation ».

Contrairement à l'art. 2, al. 3 de loi valaisanne, il n'est pas souhaitable d'avoir des opérateurs professionnels (personnes morales ou physiques) non soumis à autorisation et ce même pour les sentiers pédestres avec des références inférieures à T3 et WT3. Dans la pratique, la quasi-totalité des sentiers pédestres en terrains montagneux comporte des risques de chutes.

Al. 3 Bien que les références T3 et WT3 (classification du Club alpin suisse) ne fassent pas l'unanimité, celles-ci sont facilement identifiables et compréhensibles, tant par les prestataires que les bénéficiaires. Elles sont en phase avec la limite supérieure du risque admis pour les accompagnateurs de randonnées dans la loi valaisanne et correspondent à la restriction de non utilisation de matériel technique pour la progression.

Al. 4, It b voir commentaire sur l'art. 6 al. 2, It b

Al. 4. Le terme « couteaux à glace » est ici erroné et doit être supprimé. Concrètement, l'accompagnateur de randonnée n'est pas formé pour pratiquer la randonnée à skis. Il se limite à la randonnée pédestre et en raquettes à neige.

#### **Art. 8 Moniteur d'escalade**

Al. 3, It b En fait cet alinéa est incomplet et ouvre un champ d'activité au moniteur d'escalade quasi illimité. En conséquence, il est trop permissif et en inadéquation avec sa formation actuelle. De plus, la terminologie « à l'exception des terrains couverts de neige ou de glace ou des terrains accessibles à l'aide de crampons, de piolets ou de tout autre moyen auxiliaire » ne tient pas compte des évolutions climatiques rapides (fonte des neiges et des glaciers).

Concrètement, le moniteur d'escalade n'est pas formé pour gérer et appréhender les risques et dangers objectifs liés aux milieux « alpins », il n'est pas non plus formé pour les terrains « d'aventures ». Ici une notion de risque liée à l'altitude de l'activité pourrait être envisagée (comme par exemple en France, maximum 1500 m et en Suisse, dans le règlement de formation ASGM, début de l'ascension maximum 1300 m). Cette limite serait facilement identifiable et compréhensible, tant par les prestataires que les bénéficiaires.

## **Art. 9 Certification**

Remarque générale et demande de précision :

Est-ce que le lien entre certification et autorisation est automatique/obligatoire. En d'autre terme, est ce qu'une organisation (personne physique ou morale) certifiée doit impérativement employer ou mandater des personnes titulaires d'une autorisation ?

A titre de référence ou d'exemple, la liste « Aktivitäten- und Guideausbildungsliste für die Zertifizierung nach Safety in Adventures » du 15 février 2011 donne une liste exhaustive des personnes qui pourraient être habilitées à exercer telles ou telles activités. Ce point est déterminant pour valider un concept de sécurité sérieux.

## **Art. 12 Dispense d'autorisation**

Al. 1, lt b En référence au point de « la libre circulation des personnes » développé en introduction, les éléments suivants sont à prendre en considération :

La notion « ... ne dépasse pas 90 jours sur une année civile. » ne correspond pas du tout à la saisonnalité des professions nommées dans la présente ordonnance. En effet, 90 jours correspondent à une saison d'hiver complète pour un professeur de sport de neige... .

Si, pour des raisons juridiques, ce délai ne peut pas être réduit à un maximum de 10 jours, il serait indispensable de fixer clairement des exigences complémentaires de dispense d'autorisation et/ou de contrôle. A titre d'exemple, voici un extrait de l'ordonnance valaisanne :

### *Section 4: Procédure d'obtention des autorisations*

#### *Art. 20 Autorité compétente*

*Les demandes d'obtention d'autorisation d'exercer ou d'exploiter doivent être soumises au service.*

#### *Art. 21 Forme et contenu de la demande d'autorisation*

*1 La demande doit contenir un descriptif des activités, de l'organisation et des responsabilités au sein de l'entreprise ainsi que les attestations nécessaires relatives à la formation.*

*2 Elle contient également l'attestation de couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle, au sens de l'article 12 de la loi, ainsi qu'une attestation d'assurance accidents. Sont jointes à l'attestation les preuves du paiement des primes. La couverture de l'assurance responsabilité civile professionnelle doit couvrir au minimum un montant de dix millions de francs pour les indépendants, les écoles ou les entreprises.*

*3 S'il n'est pas de nationalité suisse, le requérant d'une autorisation d'exercer doit être en possession d'une autorisation de séjour et de travail.*

#### *Art. 22 Délais*

*Les demandes doivent être adressées au plus tard 90 jours avant le début de l'exercice des activités.*

## **Art. 17 Publication**

Al. 1. Ici le délai de publication est déterminant.

Concrètement, comment l'aspect saisonnier des demandes et publications sera-t-il respecté ?

Bien que l'autorisation soit délivrée pour 4 ans, la publication sera-t-elle renouvelée annuellement ?

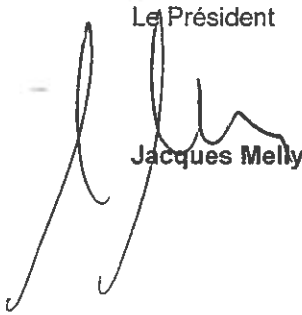

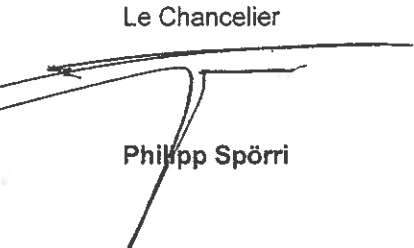
Toujours dans en rapport avec le délai de validité d'autorisation (4 ans), nous rappelons que les compagnies d'assurances ne proposent pas de contrats d'assurances responsabilité civile (RC) professionnelle pluriannuelles. Actuellement, tous les contrats d'assurances RC pour les personnes physiques sont valables uniquement pour une période de 12 mois dès paiement de la prime. Les deux questions suivantes devraient obtenir une réponse précise :

Qui va contrôler que les titulaires d'autorisations sont correctement assurés (renouvellement annuel payé) ?

Quelles seront les conséquences et responsabilités en cas d'accident d'une personne titulaire d'une autorisation mais qui n'est plus couverte en responsabilité civile ?

En vous souhaitant bonne réception de la présente, nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à nos sentiments les meilleurs.

Au nom du Conseil d'Etat

<p>Le Président</p>  <p>Jacques Melly</p>		<p>Le Chancelier</p>  <p>Philipp Spörri</p>
---	--	--

Copie à Office fédéral du sport, à l'att. de M. Markus Feller, Route principale 245 -253, 2532 Macolin \_\_\_\_\_

